

COPIE



PREFET du HAUT-RHIN

**Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin**  
Service de l'Eau, de l'Environnement et des Espaces naturels

**ARRETE PREFECTORAL**  
**N° 2014350-0008 du 16 Décembre 2014**  
portant autorisation  
**AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3**  
**DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT** concernant les  
opérations de dragage voies d'eau de l'embranchement du Rhin, du Canal du Rhône au Rhin, du  
canal de Colmar et de la Lauch canalisée (UHC N°3)

-----

Le préfet du HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 241-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-14-1 à R. 11-14-15 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du Bassin Rhin-Meuse approuvé le 27/11/2009 ;

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 24/05/2012, présenté par les Voies Navigables de France - Direction Territoriale de Strasbourg représentée par son directeur, enregistré sous le n° 68-2012-00110 et relatif aux opérations de dragage voies d'eau de l'embranchement du Rhin, du Canal du Rhône au Rhin, du canal de Colmar et de la Lauch canalisée (UHC N°3) ;

VU la note complémentaire n°2 du 10 avril 2014 déposée par le pétitionnaire ;

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé relatif à la protection du champ captant de Colmar au lieu-dit "Dornig" du 26/01/2012 ;

VU les recommandations de la Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR) relatives aux critères sur le déplacement de matériaux de dragage dans le Rhin et ses affluents ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 05/05/2014 au 06/06/2014 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 27/06/2014 ;

VU l'avis de la commission locale de l'eau en date du 09/10/2013 ;

+ VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé du 22/10/2014 ;

VU l'avis de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques en date du 29/10/2012 ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 20/10/2014 ;

VU l'avis du Coderst du Haut-Rhin en date du 06/11/2014 ;

VU la non réponse du pétitionnaire ;

CONSIDERANT que Voies Navigables de France doit avoir recours au dragage de la voie d'eau pour assurer le gabarit des chenaux de navigation et permettre un bon fonctionnement hydraulique de son réseau ;

CONSIDERANT que les travaux prévus se situent pour partie en périmètres de captage AEP ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire envisage de relarguer une partie des sédiments dans le Rhin ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires du HAUT-RHIN ;

## ARRETE

# Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

## Article 1 Objet de l'autorisation

Le pétitionnaire, Voies Navigables de France - Direction Territoriale de Strasbourg représenté par son Directeur, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : Opérations de dragage voies d'eau de l'embranchement du Rhin, du Canal du Rhône au Rhin, du Canal de Colmar et de la Lauch canalisée (UHC N°3) sur les communes de :

- ARTZENHEIM
- BALTZENHEIM
- BIESHEIM
- BISCHWIHR
- COLMAR
- DURRENENTZEN
- + • HOLTZWIHR
- HORBOURG-WIHR
- KUNHEIM
- MUNTZENHEIM
- VOLGELSHEIM
- WICKERSCHWIHR.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :



Rubrique	Intitulé	Régime
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0 : 1° Le flux total de pollution brute : a) Étant supérieur ou égale au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent. (A) b) Étant comprise entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent. (D) 2° Le produit de la concentration maximale d' <i>Escherichia coli</i> , par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole et de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens du décret n° 81-324 du 7 avril 1981 modifié : a) Étant supérieur ou égal à 10 <sup>11</sup> E coli/j. (A) b) Étant compris entre 10 <sup>10</sup> à 10 <sup>11</sup> E coli/j. (D)	Autorisation
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m <sup>3</sup> (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Autorisation

## Article 2 Caractéristiques des ouvrages

Les travaux d'entretien portent directement sur les voies d'eau (à savoir le lit mineur dans les cas de travaux en cours d'eau et la section « mouillée » dans le cas des canaux) suivantes : l'embranchement du Rhin, du Canal du Rhône au Rhin, du Canal de Colmar et de la Lauch canalisée dont la liste des communes impactées par lesdits travaux se trouve en annexe du présent arrêté.

Les installations, ouvrages, travaux, activités autorisés par les travaux comprennent :

- la caractérisation des sédiments à extraire selon les normes en vigueur ;
- le dragage des sédiments par des méthodes appropriées ;
- le transport des sédiments ;

La présente autorisation ne concerne que les travaux liés au dragage des voies d'eau à savoir l'extraction des sédiments. Les procédures nécessaires à la gestion de ces sédiments (stockage et traitement) dépendant d'autres réglementations (ICPE, urbanisme, ...) ne sont pas régies par le présent arrêté.

## **Titre II : PRESCRIPTIONS**

### **Article 3 Prescriptions spécifiques**

#### **3.1 - bilan et programmation des travaux**

Le pétitionnaire présentera en fin d'année lors d'un groupe de travail de la mission inter-services de l'eau et de la nature (GT MISEN) « milieux aquatiques » le bilan des travaux de l'année n et la programmation des travaux pour l'année n+1. Lors de cette présentation, les représentants des instances suivantes seront conviés :

- la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin ;
- le service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) du Haut-Rhin ;
- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace ;
- l'Agence de l'Eau du bassin Rhin-Meuse ;
- les représentants des Commissions Locales de l'Eau du SAGE III – Nappe - Rhin ;
- Le Service Aménagement des Rivières du Conseil Général du Haut-Rhin ;
- l'Agence Régionale de Santé.

Dans le cadre de la présentation du bilan, le pétitionnaire présentera :

- une cartographie des secteurs dragués en précisant les volumes dragués par secteur ;
- les périodes de travaux ;
- les éléments techniques notamment ceux liés à l'analyse des sédiments, au suivi de la teneur en oxygène dissous de l'eau et à la remise en suspension des sédiments pendant le chantier ;
- la destination des sédiments et le cas échéant leur utilisation future ;
- un bilan des accidents et des incidents survenus pendant les travaux, ainsi que les mesures de corrections prises.

Dans le cadre de la programmation des travaux, le pétitionnaire présentera :

- le volume prévisionnel des sédiments à draguer et leur localisation en indiquant également les enjeux potentiels dans les secteurs dragués (Natura 2000, AEP,...) sur la base des relevés bathymétriques. Aussi, la qualité des sédiments sera évaluée sur la base d'un échantillonnage composite et tenant compte notamment des enjeux pouvant interférer sur la qualité des sédiments à hauteur d'un minimum de 4 prélèvements par tronçon dragué.  
Dans le cas du relargage des sédiments du garage amont de l'écluse du Rhin, les conditions sont prescrites à l'article 4.1 du présent arrêté ;
- la qualité physico-chimique des sédiments à draguer sur la base des analyses permettant de les caractériser et d'en définir leur destination ;
- les périodes envisagées des travaux ;
- les travaux en périmètre de captage AEP faisant l'objet de prescriptions particulières définies aux articles 4.2, 4.3 et 4.4 du présent arrêté.

L'ensemble de ces informations seront fournies au format numérique au secrétariat de la MISEN au plus tard 15 jours avant la réunion du groupe de travail.

#### **3.2 - Conditions particulières**

La présente autorisation est accordée pour une période de 10 ans à compter de sa notification au pétitionnaire.



Le pétitionnaire est autorisé à draguer les voies d'eau dans une limite n'excédant pas 79.495 m<sup>3</sup> de sédiments.

Le pétitionnaire veillera à ce que la zone d'influence des travaux soit limitée aux emprises nécessaires et suffisantes. Les périodes de travaux seront adaptées aux enjeux liés à la protection des espèces concernées par les différents secteurs inventoriés et/ou réglementés pour la protection des espèces et de leur habitat.

## **Article 4 Prescriptions particulières**

### **4.1 Travaux de relargage dans le Rhin**

Les travaux de relargage des sédiments du garage amont de l'écluse du Rhin vers le Rhin sont soumis aux dispositions de la Convention de protection du Rhin signée par la France à Berne le 12 avril 1999. L'article 4.5 de la convention de Berne engage les pays contractants à mettre en œuvre les décisions de la Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR).

Afin de pouvoir prendre en considération les enjeux liés au Rhin, le pétitionnaire mettra en œuvre les dispositions suivantes :

- Trois mois avant toute opération de remise en suspension, VNF transmet pour validation une fiche d'opération au service chargé de la police de l'eau, concerné.

La qualité des sédiments y est évaluée, sur la base d'un échantillonnage représentatif : au minimum 3 prélèvements sont à réaliser pour la première tranche de 1000 m<sup>3</sup>, puis un prélèvement au minimum est à ajouter pour chaque nouvelle tranche de 1000 m<sup>3</sup> entamée. La liste des polluants à rechercher dans chaque échantillon prélevé est conforme aux recommandations de la CIPR susvisée pour l'année concernée par les opérations, et les fiches d'analyses sont jointes à la fiche d'opération.

La remise en suspension dans le Rhin est autorisée uniquement si la concentration moyenne de chaque polluant individuel contenu dans ces matériaux est inférieure au triple des teneurs polluantes actuelles dans les matières en suspension ;

- Lors du rejet, le débit du Rhin doit être compris entre 700 m<sup>3</sup>/s et 1500 m<sup>3</sup>/s ;
- Toute remise en suspension est interdite entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 juin inclus ;
- Dans le cadre de la mesure de la turbidité entre l'amont et l'aval, l'écart maximal admissible est de 10 NFU ( valeur moyenne sur 1 heure) ;
- Un suivi spécifique est à mettre en œuvre qui doit permettre, si besoin, d'adapter les conditions de dragage et de rejet en cas de dégradation constatée de la qualité des eaux. Une mesure en continu est à réaliser en amont et en aval du point de rejet (environ 500 m en amont et au maximum à 2000 m en aval) et porte sur l'oxygène dissous, la température, le pH, la conductivité et la turbidité.

Le bénéficiaire de l'autorisation soumet au service chargé de la police de l'eau, pour validation avant mise en œuvre, le protocole de réalisation des mesures, avec notamment le type de matériel d'analyse prévu et le positionnement (distance, profondeur) du prélèvement ;

- Les travaux doivent être arrêtés temporairement et le service de police de l'eau doit être prévenu dans les cas suivants :
  - le débit du Rhin est hors de la gamme 700 – 1500m<sup>3</sup>/s ;
  - la mesure en continu de l'oxygène dissous au point de mesure présente des valeurs inférieures à 4 mg/l pendant 1 heure ;
  - la turbidité est au delà de l'écart admissible (10 NFU) ;
  - le pH est inférieur à 6,5 ou supérieur à 9,5 en moyenne sur 24 h ;
  - la conductivité est supérieure à 1000 µS/cm en moyenne sur 24 h.



La reprise des travaux est conditionnée par le retour des valeurs admissibles. Les conditions de rejets sont alors à adapter pour respecter le seuil défini ;

- VNF informe le sous-groupe de travail franco-allemand « gestion des sédiments et des matériaux dragués le long du Rhin supérieur » de la qualité et de la quantité des sédiments remobilisés ;
- VNF prévient deux semaines avant le démarrage des travaux le service chargé de la police de l'eau et EDF ;
- À l'issue de l'opération, VNF transmet au service chargé de la police de l'eau un bilan de l'opération (mesures de suivi, volumes effectivement remis en suspension).

#### **4.2 Travaux situés dans le périmètre de protection éloignée du captage AEP de Jebnheim**

Le pétitionnaire ne réalisera aucune opération de dragage dans les 10 ans du présent PGPOD (plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage), au niveau du linéaire du canal de Colmar traversant le périmètre de protection éloigné du captage de Jebnheim. Cette prescription vient valider la demande faite par VNF dans la note complémentaire du 10 avril 2014.

#### **4.3 Travaux situés dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée du captage AEP de Biesheim**

Le pétitionnaire prendra contact préalablement à la réalisation des travaux avec le Syndicat des eaux de la Plaine du Rhin pour l'informer de la nature et du calendrier des travaux, ainsi que des mesures compensatoires le cas échéant.

Le pétitionnaire réalisera les travaux situés dans les périmètres de captage rapproché et éloigné par un dragage hydraulique par aspiration horizontale dans l'axe du canal. Les rejets seront conformes aux prescriptions de la CIPR telles qu'elles sont décrites à l'article 4.1 du présent arrêté.

Les travaux de curage se feront de l'amont vers l'aval et l'emprise de protection du captage sera matérialisée physiquement sur le terrain afin d'informer le prestataire des prescriptions liées à ce site.

Le nombre de stations d'ancrage sera optimisé au minimum nécessaire.

Avant tout dragage, un piézomètre d'alerte sera implanté afin d'assurer un suivi des incidences potentielles des travaux sur le captage AEP de Biesheim. Le piézomètre atteindra 5 m de profondeur (de diamètre 52/60 mm et crépiné de 2 à 5 m de profondeur pour intercepter la nappe superficielle juste sous le niveau du canal). Il sera implanté sur le chemin de halage, au sud et en limite du périmètre de protection rapproché.

Un suivi analytique du COT, des métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn) et des HAP (16) sera réalisé sur ce piézomètre :

- un état zéro sera établi avant le démarrage du chantier ;
- un prélèvement sera réalisé pendant le chantier (dont la durée est estimée au maximum à 1 semaine ;
- un prélèvement sera effectué dans un délai d'une semaine suivant le curage de ce secteur.

Les prélèvements seront réalisés conformément à la norme AFNOR FD X 31-615 relative à «l'échantillonnage des eaux souterraines dans un forage» de décembre 2000 et selon les prescriptions de la norme AFNOR NF EN ISO 5667 (mars 2007) «qualité de l'eau – Échantillonnage » et FD T90- 523-3 version corrigée (juin 2009) «guide de prélèvement pour le suivi de la qualité des eaux dans l'environnement - Partie 3 : prélèvement d'eau souterraine».

Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le pétitionnaire communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :

- le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations, difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;

n°5 – P1 Gresser Dornig	Semi-mensuel ou hebdomadaire si évolution défavorable sur piézos n°1, 2 ou 3 et mensuel 1 mois après passage du pic de pollution	HAP, PCB, Fer et Zinc	Analyse complète de référence au début des travaux. Analyse complète de référence à la remise en service	Si évolution défavorable de teneurs en polluants sur les piézomètres, puits P1 arrêté à titre préventif et remis en service dès retour des teneurs à l'état initial
n°6 – P2 Gresser Dornig	Semi-mensuel ou hebdomadaire si évolution défavorable sur piézo n°4 et mensuel 1 mois après passage du pic de pollution	HAP, PCB, Fer et Zinc	Analyse complète de référence au début des travaux. Analyse complète de référence à la remise en service	Si évolution défavorable de teneurs en polluants sur les piézomètres, puits P2 arrêté dès retour des teneurs à l'état initial

Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :

- le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;
- la coupe géologique du forage avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués...) ;
- - les résultats des analyses d'eau effectuées afin d'établir un état initial avant les travaux de dragage.

## Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

### Article 5 Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.



- la coupe géologique du forage avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués...) ;
- les résultats des analyses d'eau effectuées afin d'établir un état initial avant les travaux de dragage.

#### **4.4 Travaux situés dans le périmètre de protection éloignée des champs captant de Colmar au lieu-dit « Dornig »**

Le pétitionnaire prendra contact préalablement à la réalisation des travaux avec la Communauté d'Agglomération de Colmar et avec la Colmarienne des Eaux pour l'informer de la nature et du calendrier des travaux, ainsi que des mesures compensatoires le cas échéant.

Avant tout dragage, un piézomètre d'alerte sera implanté afin d'assurer un suivi des incidences potentielles des travaux dans l'aire d'alimentation des champs captants de Colmar. Le pétitionnaire met en œuvre les caractéristiques techniques de réalisation et de suivi analytiques suivantes :

- la création d'un piézomètre de surveillance amont de 10 m de profondeur, crépiné de 2 m à 10 m, sécurisé par un capot et un verrouillage cadénassé, à 180 m au sud du piézomètre « Antea Sud ». Ce piézomètre devra être réalisé dans les règles de l'art, en évitant tout risque de pollution des eaux lors des travaux de forage. Il sera réalisé avec accord préalable des services de la CAC et de la Colmarienne des eaux. La foration du piézomètre se fera à l'air avec tubage à l'avancement, donc à sec jusqu'au niveau et sans ajout de liquide ou d'adjuvants sous le niveau d'eau ;
- la mise en place du réseau de surveillance constitué des piézomètres suivants :  
Pz VNF C1, Pz amont à créer, Pz Antea Sud superficiel, Pz Antea Sud profond, P1 Grosser Dornig, P2 Grosser Dornig ;
- la mise en œuvre d'un tableau de suivi :

Ouvrage	Fréquence d'analyse	Type d'analyse	Autres analyses	Mesures à prendre
n°1 – Pz VNF C1	Hebdomadaire pendant la phase travaux (la première avant le début du chantier vaut état 0)  Semi-mensuel pendant le mois qui suit la fin du chantier  Mensuel pendant les 4 mois suivants	HAP, PCB, Fer et Zinc		
n°2 – Pz Antea Sud superficiel				
n°3 – Pz amont à créer				
n°4 – Pz Antea Sud profond	Semi-mensuel ou idem piézos 1,2 et 3 si analyse sur piézo n°3 positive	HAP, PCB, Fer et Zinc		



## **Article 6 Début et fin des travaux – Mise en service**

Le pétitionnaire informera, par courrier électronique, du commencement des travaux la DDT du Haut-Rhin, ainsi que le service départemental de l'ONEMA au plus tard 15 jours avant le début desdits travaux.

## **Article 7 Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

## **Article 8 Déclaration des incidents ou accidents**

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le pétitionnaire devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

## **Article 9 Remise en état des lieux**

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

## **Article 10 Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

## **Article 11 Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 12 Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 13 Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture du HAUT-RHIN, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du HAUT-RHIN.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de :

- ARTZENHEIM
- BALTZENHEIM
- BIESHEIM
- BISCHWIHR
- COLMAR
- DURRENENTZEN
- HOLTZWIHR
- HORBOURG-WIHR
- KUNHEIM
- MUNTZENHEIM
- VOLGELSHEIM
- WICKERSCHWIHR

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture du HAUT-RHIN, ainsi qu'à la mairie de la commune de KUNHEIM (commune principale).

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture du HAUT-RHIN pendant une durée d'au moins 1 an.



## Article 14 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

## Article 15 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du HAUT-RHIN,  
Les maires des communes dont la liste est jointe au présent arrêté,  
Le directeur départemental des territoires du HAUT-RHIN,  
Le commandant du Groupement de gendarmerie du Haut-Rhin,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du HAUT-RHIN, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A COLMAR, le **16 DEC. 2014**

Pour le préfet du HAUT-RHIN et par délégation,  
Le Chef du Service de l'Eau, de l'Environnement et des Espaces Naturels,

  
Patrick SPIES

PJ : liste des communes

## ANNEXE

### LISTE DES COMMUNES

- ARTZENHEIM
- BALTZENHEIM
- BIESHEIM
- BISCHWIHR
- COLMAR
- DURRENTZEN
- HOLTZWIHR
- HORBOURG-WIHR
- KUNHEIM
- MUNTZENHEIM
- VOLGELSHEIM
- WICKERSCHWIHR